

En Ouganda comme ailleurs, un mythe peut en cacher un autre

Il est toujours surprenant de voir le président Obote, lors de ses tournées dans le pays, clore chacune de ses allocutions par les slogans de son propre parti : « *UPC ! Everybody UPC ! Everywhere UPC !* » Et les autres ? Ils n'ont rien à faire là, et d'ailleurs ils n'y sont pas. En fait, il s'agit tout autant de meetings politiques que de visites présidentielles. Ce n'est pas la nation qui accueille le chef de l'État, ce sont des supporteurs qui fêtent leur leader. Pour qui est habitué à un gouvernement qui se veut gouvernement de la République, à un Président qui se veut le Président de tous les citoyens et parle au nom de l'État, au-dessus des querelles partisans, cela a de quoi étonner. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit, et le discours lui-même ne le cache pas... Obote est chef de l'État parce que chef de parti et en tant que chef de parti. Sa « victoire » aux élections ne donne pas à l'UPC la responsabilité du gouvernement et la charge de l'État, il lui donne le gouvernement et l'État. Obote parle de gouvernement UPC davantage que de gouvernement ougandais (ce terme vaut pour l'extérieur), et l'UPC tend à se confondre avec l'État. Que les couleurs du parti soient officiellement arborées presque au même titre que les couleurs nationales n'en est qu'un symbole. Obote est le président de tous les Ougandais, mais pour tous les UPC. Et les autres ? Ils n'avaient qu'à gagner les élections, auquel cas ils auraient fait pareil (là, il n'a pas forcément tort). Ils n'ont qu'à attendre et espérer gagner les prochaines, s'ils le peuvent. En attendant, il leur faut servir et appliquer la politique de l'UPC et ainsi œuvrer à la réconciliation nationale (comme l'UPC l'entend) car ce serait, sinon, se comporter en ennemi, ce qui vaudrait d'être traité comme tel. C'est souvent le cas...

Mais que signifie appliquer la politique de l'UPC ? En quoi se distingue-t-elle des autres ? Il serait assez vain de chercher des différences idéologiques. On présentait avant les élections l'UPC comme plus dirigiste et le DP comme plus libéral. Depuis son arrivée au pouvoir, l'UPC a pris — peut-être contraint et forcé — une série de mesures de libéralisation de l'économie, et il est arrivé au DP de lui en reprocher certaines. Les différents fronts qui organisent la guérilla ne proposent aucun « projet de société », comme on pourrait le nommer, qui soit dif-

fèrent. Cela se saurait. On a des partis, mais pas de politiques. Alors pourquoi ces affrontements violents, sanglants ? Peut-être, pour citer Montaigne, « parce que c'était lui, parce que c'était moi ». Ce qui sépare les partis, ce ne sont pas leurs idéologies, mais les équipes qui les composent, les factions que celles-ci représentent, les clientèles qu'elles drainent, les communautés locales qu'elles contrôlent. Chaque parti est en quelque sorte une partie de la nation qui se regroupe en parti pour prendre le pouvoir et, de fait, en jouir au détriment des autres.

Cela ne peut se comprendre — non plus que ce type d'organisation en parti que nous évoquions — sans considérer ce que signifie exercer le pouvoir. Contrôler l'État, c'est non seulement organiser les activités nationales dans un certain sens, en fonction de certains intérêts, c'est aussi et surtout contrôler l'essentiel des ressources de la nation et en assurer la redistribution. Cette redistribution est toujours sélective, inégale, elle privilégie certains secteurs. Lorsque la masse à redistribuer est importante, il peut y avoir consensus, parti unique, partage entre tous, les rivalités se faisant discrètes, les conflits feutrés. Lorsque, comme dans le cas de l'Ouganda d'après Amin, les ressources ont chuté considérablement, que l'État ne draine plus grand-chose, alors que les besoins sont immenses et les appétits aiguisés, contrôler l'État devient contrôler ce peu qui reste, et avoir la possibilité de s'en assurer l'exclusivité. Mais comment déterminer la ligne de partage entre ceux qui auront et ceux qui n'auront pas ? Comment « légitimer » le privilège des uns et l'exclusion des autres ? De là peut-être le multipartisme et les élections, dont le sens n'est pas l'expression d'une volonté populaire mais une joute vitale, où les dés sont forcément pipés, et la seule règle : « Malheur aux vaincus ! ». Les opposants qui ont presque aussitôt pris les armes ne s'y sont d'ailleurs pas trompés. Forts de leur bon droit, puisqu'ils ont été majoritaires — mais que signifie dès lors être majoritaire ? — ils tentent de conquérir par la force la position qui leur a échappé lors des élections, et d'en évincer les tenants. Une position que ces derniers d'ailleurs utilisent à plein. L'appartenance partisane détermine l'attribution de postes, l'allocation de camions, voitures et autres ; les circonscriptions électorales des hommes au pouvoir bénéficient de projets de développement et l'aide internationale y est autant que possible canalisée, les sections locales de l'UPC vendent elles-mêmes des produits de base à des prix subventionnés, bien inférieurs aux prix courants.

On constate donc que les mots, s'ils sont les mêmes que dans nos démocraties occidentales, recouvrent en fait une réalité tout autre. Ce qui précède n'est pas une analyse du fonctionnement de la politique ougandaise. Je ne saurais dire ce qu'elle est, et me suis seulement attaché à essayer de montrer qu'elle est autre. On ne saurait la réduire à la logique de fonctionnement de nos systèmes, sinon à la méconnaître. Les élections, internes à l'UPC, de dirigeants de sections locales ne sont pas si différentes des élections générales de 1981. On peut y observer des pratiques similaires. Quel est donc le sens, le contenu, de ce que l'on nomme, ici, élections ? Peut-on l'appréhender par simple référence à ce qui porte ailleurs le même nom ? De même, le changement de parti

des quatre députés d'opposition d'une région ne saurait être compris en le réduisant au fait de quatre vendus et d'un Président sportif fasciné par les scores. Obote n'avait pas besoin de ces quatre-là pour avoir une confortable majorité au Parlement. Si le mouvement ne s'est pas amplifié, la cause n'en est certainement pas la faiblesse des moyens de pression. Mais Obote veut-il un parti unique, c'est-à-dire a-t-il de quoi donner à tous ? Faut-il par ailleurs tenir pour négligeable le fait que M. Kirunda, ministre de l'Intérieur, soit aussi, comme les quatre députés, un élu du Busoga ; que M. Kirunda a peut-être des ambitions régionales, sinon davantage ; qu'il lui faille ainsi se constituer une assise locale forte et une faction conséquente, et que dans ces conditions de bonnes alliances valent mieux qu'une mauvaise querelle. Et le gouvernement consacre des fonds à essayer de faire redémarrer une partie des industries moribondes de la région de Jinja. Dès lors, que signifie changer de parti pour un député ? Ce ne sont là que des hypothèses, dont le but n'est pas d'expliquer le phénomène mais d'en envisager l'épaisseur. Ainsi, il apparaît que la politique ougandaise doit être comprise dans son fonctionnement interne, dans sa cohérence propre, au regard de laquelle les « partis » et le « multipartisme », les « élections », le « gouvernement », prennent un sens qui peut ne pas être le même que celui que recouvrent ces termes dans un contexte différent.

Certes, l'homonymie peut être productive, et le gouvernement Obote s'en servir pour construire de lui-même une image d'exportation propre à satisfaire le goût du client : le partenaire commercial et surtout l'assistance internationale, pourvoyeuse de nouvelles ressources pour l'État. D'où l'élaboration d'un espèce de Canada Dry politique, qui a le parlement des démocraties occidentales, les élections des démocraties occidentales, les partis des démocraties occidentales — mais ce n'est pas une démocratie occidentale. Que ce n'en soit pas une, M. Prunier le démontre fort bien. Mais il le fait en prenant les mots pour les choses, en ignorant cette homonymie, que dès lors il nie. En considérant la politique ougandaise, il constate qu'elle ne ressemble pas à l'image qu'il projette, et que le gouvernement Obote lui renvoie. Puisque ces élections-là ne sont pas des élections telles qu'il l'entend, ce ne peut être que pur simulacre. Puisque l'opposition n'est pas traitée avec les égards qui lui seraient dûs, qu'elle ne peut pas jouer le rôle qui devrait être le sien, le multipartisme n'est qu'une mascarade destinée au public occidental et organisée par Obote, non pas pour tromper les bailleurs de fonds mais pour justifier ceux-ci auprès de leur propre opinion, ce qui lui vaut d'être promu valet de l'impérialisme (« une telle bonne volonté méritait bien récompense »). Toute la politique ougandaise se réduit à son image extérieure, c'est-à-dire en fait à son rapport d'adéquation avec les catégories occidentales. Et comme il n'y a pas adéquation, que reste-t-il ? Une « tyrannie discrète », dont on saura seulement qu'il ne faut pas la confondre avec la « dictature » d'Amin. C'est-à-dire, au-delà du poids émotif des mots, rien. Si on y regarde bien, faute d'être occidental, le paysage politique est réduit à un simple rapport de pouvoir d'un dirigeant, éventuellement entouré de quelques comparses, sur un peuple informe, non structuré. En tout état de cause, il ne s'agit pas d'une société politique, qui pourrait avoir une spécifi-

citée, un mode de fonctionnement particulier. Comment s'insèrent les massacres, les tortures, les arrestations, les expulsions de masse, bien réels, dans l'ensemble des pratiques politiques, des rapports de force et des stratégies de pouvoir ? Comment s'y articulent-ils et quelle logique les produit ? Ces questions ne se posent pas, car elles n'ont pas d'objet dans l'Ouganda de M. Prunier. Et le vide politique qu'il décrit s'emplit du schéma de l'agneau blanc victime du méchant loup, qui tient lieu d'analyse. Dès lors tout est clair, limpide, transparent. Plutôt que ce valet trompeur et fourbe (gare aux Nord-Coréens !) qu'est Obote, il nous faudrait soutenir le DP qui ne demanderait qu'à servir aussi bien, sinon mieux, en offrant les droits de l'homme et la démocratie en plus. Mais sur quoi se fonde M. Prunier pour nous certifier que le DP garantit ce plus ? Son caractère de victime, qui augure de sa bonne foi ? L'histoire récente devrait nous avoir guéris de ce genre de réflexe. Ne serait-ce qu'en Ouganda, il y a quelques années, les Acholi et les Langi (l'ethnie de M. Obote) qui subissaient les sévices du régime d'Amin, étaient dans cette position de victime, et en appelaient à la conscience internationale. Ce sont ceux-là mêmes qui se trouvent désormais en position de bourreaux. Qu'est-ce qui fait de la victime d'hier le tyran d'aujourd'hui ? Et la victime d'aujourd'hui sera-t-elle demain tyran, ou démocrate ? Si la question vaut d'être posée, rien ne nous permet d'y apporter une réponse sûre.

Pour pouvoir le faire, il faudrait à tout le moins connaître cet objet particulier qu'est la politique ougandaise dans son fonctionnement, ses déterminations, ses composantes et ses contradictions. Et non s'en tenir à l'image qu'elle peut donner d'elle-même, tout en en contestant la réalité sans questionner son rapport au réel. De ce réel, la connaissance manque. Mais en faire le pur envers de l'image, son négatif, c'est aussi s'ôter les moyens de sa connaissance et lui substituer un mythe, dont la vérité est davantage à rechercher chez soi que dans l'objet dont il prétend rendre compte. A ce qu'il dénonce, à juste titre, comme un mythe démocratique, M. Prunier oppose un mythe tyrannique. Sommes-nous plus avancés ?